

La nécessaire réinvention des candidatures olympiques

OPINION Paris et Los Angeles restent, après le forfait de Budapest, les seules villes en course pour accueillir les JO 2024. Et s'il n'y avait bientôt plus de candidates? Le professeur Jean-Loup Chappelet s'en inquiète, et esquisse des solutions pour sortir de l'ornière

Budapest vient de se retirer de la course aux Jeux olympiques 2024, ne laissant plus que deux prétendantes (Los Angeles et Paris), alors que Boston, Hambourg et Rome s'étaient déjà abstenues malgré des projets avancés. Il en alla de même pour les Jeux d'hiver de 2022: six candidatures au départ, deux seulement à l'arrivée lors de l'attribution à Pékin contre Almaty. Saint-Moritz et les Grisons ont retiré leur candidature pour les JO d'hiver 2026 ne laissant, en Suisse, que le projet de Sion et, à l'étranger, peut-être ceux d'Almaty (Kazakhstan), Sapporo (Japon), Calgary (Canada) et Innsbruck (Autriche). Le sujet devient existentiel pour le mouvement olympique. Depuis 1896, les Jeux ont été organisés tous les quatre ans sauf durant les deux guerres mondiales, mais le spectre d'une absence de candidature, ou d'une candidature unique (comme Lake Placid 1980 ou Los Angeles 1984), pointe à l'horizon.

Pourtant, malgré les problèmes réels qu'ils peuvent rencontrer en cas de mauvais management, les Jeux olympiques peuvent être un patrimoine unique pour l'humanité. Ils sont, pourvu qu'ils soient organisés de façon durable, une occasion

rare de dynamisation d'un territoire, de coopération internationale et de coexistence pacifique qui mérite d'être préservée. Mais l'opinion publique et les élus n'en sont plus convaincus comme autrefois, quand l'idée olympique bénéficiait d'une aura sans doute exagérée. Aujourd'hui, l'image du sport et des Jeux est brouillée. La «sagesse populaire» dicte de s'abstenir et de se consacrer à d'autres priorités» jamais vraiment explicitées et surtout jamais réalisées, faute de l'effet de levier et d'entraînement que peuvent fournir les Jeux. Le plus simple est bien sûr de ne rien faire. Mais sinon, que faire pour susciter à nouveau l'envie olympique?

Des budgets équilibrés

La première chose est de dire la vérité et d'arrêter de se cacher derrière des mots creux. Les Jeux olympiques coûtent assez cher! Il ne sert à rien de le nier: c'est un des plus grands projets qui peut être mené. Mais leur coût est raisonnable en comparaison d'autres grands projets comme des expositions nationales ou universelles. De plus, depuis 1984, le budget opérationnel des Jeux a presque toujours été équilibré grâce à des recettes importantes (droits de télévision et de commercialisation, billetterie et prestations en nature). Seul le budget d'investissements est déficitaire si de nombreuses constructions sont réalisées par les collectivités locales. Il est par contre nul si les Jeux n'utilisent que des instal-

lations sportives et des infrastructures existantes. C'est ainsi que Los Angeles 1984 a fait un bénéfice global de 230 millions de dollars.

Il convient également de reconnaître et d'expliquer les erreurs de Jeux antérieurs comme *Sotchi 2014* ou *Rio 2016* qui, de par leurs déboires et leur manque de durabilité, hanteront les esprits encore pour longtemps, un peu comme le déficit de *Montréal 1976* réduisit presque à néant les velléités de candidatures dans les années 1980. A l'inverse, il faut également mettre en avant de bons exemples, comme *Londres 2012* ou *Vancouver 2010*.

Tout aussi important est de démonter les contre-vérités qui pullulent à propos des Jeux et ont tendance à se propager comme autant de «faits alternatifs», en Amérique comme en Europe. Un

Les erreurs de Jeux antérieurs comme *Sotchi 2014* ou *Rio 2016*, de par leurs déboires et leur manque de durabilité, hanteront encore pour longtemps les esprits

exemple, parmi d'autres, est que, selon de nombreux économistes, les Jeux n'apportent aucune retombée économique. Ces retombées sont certes difficiles à démontrer après les Jeux, mais comment pourraient-elles être faibles avant et pendant les Jeux – une période de six années – quand plusieurs millions sont dépensés sur le territoire hôte en nombreux salaires et mandats locaux en vue de l'organisation? De plus, une moitié environ de ces sommes est financée par des partenaires extérieurs qui iraient utiliser leur argent hors du territoire hôte si les Jeux ne s'y déroulaient pas. C'est pour cette raison que l'idée de dépenser dans d'autres secteurs des sommes équivalentes au budget olympique n'est pas aussi intéressante car ce budget alternatif serait, faute des apports externes, réduit environ de moitié.

Obtenir des majorités

Dire la vérité et combattre les contre-vérités est indispensable, mais insuffisant. En effet, quels que soient les faits, il faut être crédible et convaincre. Le cœur doit venir compléter la raison. De ce point de vue, rien ne vaut une franche consultation populaire et l'obtention, après débat, d'une large majorité pour soutenir un projet olympique. Une telle consultation devrait faire partie des exigences pour être candidat et être souhaitée par les promoteurs, à moins de ne viser que des villes dans des pays autoritaires, où la population n'a rien à dire, ou alors risquer

des votes négatifs après coup (comme pour *Denver 1976* et *Berne 2010*).

L'usage d'installations existantes, prôné par l'agenda 2020 du CIO, est bien sûr un argument de poids dans ces débats préalables. Il est éminemment souhaitable car, non seulement ces installations existantes n'entraînent pas de nouvelles dépenses d'investissement ni de dégâts à l'environnement si elles ont été bien conçues, mais de plus elles ne souffrent pas de doute sur leur disponibilité à temps qui a souvent alimenté beaucoup de reportages négatifs. Cette couverture défavorable abîme finalement l'image positive que veut projeter le territoire en organisant les Jeux (y compris pour les pays émergents qui y voient souvent la principale raison de se porter candidats). Il conviendrait donc de susciter des candidatures olympiques dans des villes disposant de telles installations, c'est-à-dire dans des villes particulièrement bien dotées ou, plus probablement, qui ont déjà organisé des Jeux et ont maintenu leurs installations en bon état, comme Sydney et son Parc olympique. L'inconvénient de privilégier les installations existantes est que les Jeux ne pourraient pas facilement aller dans de nouveaux territoires comme en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie du Sud-Est.

Une telle réinvention des candidatures et des Jeux eux-mêmes semble pourtant nécessaire face à la défiance de plus en plus prononcée contre les projets olympiques. ■ JEAN-LOUP CHAPPELET, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE (IDHEAP)